

Association des Juristes et
étudiant·e·s Progressistes
de l'Université de Genève
ajp-uni@unige.ch

Université de Genève
Faculté de droit
40, boulevard du Pont-d'Arve
1205 Genève

*A l'attention de M. le Doyen, Benedict
Foëx*

A Genève, le 29 avril 2019

Concerne : Lettre ouverte en faveur d'enseignements inclusifs et pluridisciplinaires
relativement aux questions de genre

Monsieur le Doyen,

L'un des buts principaux l'Association des Juristes et étudiant·e·s progressistes de l'Université de Genève (AJP-UNI) – association enregistrée auprès de l'UNIGE, est de s'efforcer de rompre avec une vision statique et conservatrice du droit en développant des approches alternatives d'apprentissage du droit. Elle cherche notamment à sensibiliser le monde académique à un droit multidisciplinaire et inclusif.

Dans un contexte où la nécessité d'un droit intersectionnel prend une importance considérable, et dans un mouvement général d'étude des questions de genre dans la société – notamment face à la grève nationale féministe qui se profile, il nous paraît primordial que ces questions se reflètent dans le cursus des étudiantes et étudiants en droit.

De plus en plus, nous observons une demande réelle de la part des étudiant·e·x·s à ce que l'enseignement dispensé au sein de la faculté de droit inclut leur vision et aborde ces questions essentielles.

D'une part, un appel officiel à ce que les cours soient dispensés de manière plus inclusive et sensible relativement à la question du genre nous paraît essentiel. En l'état, la notion d'égalité de genre et les droits des personnes LGBTIQ+ semblent bien trop souvent ignorés dans l'enseignement, tant quant au contenu même du droit qui n'est pas abordé que dans les méthodes d'enseignement (dans les cas pratiques par exemple). Il est également fréquent que des propos sexistes soient tenus dans le contenu du cours, ce qui s'avère absolument inacceptable.

D'autre part, il nous paraît capital d'encourager le développement d'enseignements intersectionnels et interdisciplinaires, particulièrement en lien avec les questions de genre, afin de sensibiliser les étudiant·e·x·s. Actuellement, aucun enseignement obligatoire de ce type n'est

proposé au sein de la faculté de droit de l'UNIGE. Seules la Summer School « Human Rights, Gender and alterity » et la Law clinic sur les droits des personnes vulnérables, séminaire largement félicité et accessible sur dossier aux étudiant·e·x·s, visent ce type d'enseignement. Cependant, ces enseignements ne sont ouverts qu'à un nombre limité de personnes, ce qui n'est pas suffisant pour satisfaire et sensibiliser l'entière faculté de droit. A titre d'exemple, à la faculté de droit de Lausanne, un cours semestriel à 3 crédits sur la loi sur l'égalité est dispensé. Un enseignement similaire et obligatoire constituerait un bon point de départ. Un autre serait encore de réaliser un cours interdisciplinaire, conjointement avec l'Institut des Etudes genre, au niveau bachelor.

L'Université de Genève se dit sensible à ces thématiques de genre, notamment à travers la campagne #UNIUNIE contre le harcèlement sexiste et sexuel. Il est donc primordial que cet engagement se reflète dans ses cours, appliquant de fait dans son enseignement la vision qu'elle cherche à promouvoir.

Nous serions ravi·e·x·s d'échanger avec vous sur la création de tels enseignements et vous apportons notre vif soutien quant à d'éventuelles démarches présentes et futures en vue d'un appel officiel au corps professoral et à la création de cours dédiés à cette thématique. Nous serions particulièrement intéressé·e·x·s à soutenir tout développement de nouvel enseignement visant ou abordant ces thématiques qui pourrait déjà être en cours.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à cette lettre et vous prions d'agréer, Monsieur le Doyen, l'assurance de nos sentiments respectueux.

AJP-UNI
Association des Juristes et
étudiant·e·s progressistes de
l'Université de Genève

Copie à : CUAE ; Prof. Delphine Gardey, directrice de l'Institut en Etudes genres ; Commission de l'égalité de la faculté de droit de l'UNIGE ; Commission Egalité de l'UNIGE.